

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par Budget du MINTP - Ligne Fonds Routier Exercice 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « Exclusivement en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Ledit cautionnement doit être accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)

Le montant en FCFA de ladite garantie est de 5 000 000 (cinq millions) de FCFA TTC.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200'000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 03 Mars 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis

dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 03 JUIN 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT 05 MAI 2025
No 035 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN
CONFORTATIF DE LA ROUTE NGUENACK-TOMCHI-NDOKOVI, 4Km, DANS LA
COMMUNE DE BAFANG, DEPARTEMENT DU HAUT- NKAM, REGION DE L'OUEST.
FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICE 2025
COPIE DE SAUVEGARDE ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION »

NB : Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 03 JUIN 2025 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture des plis ;
- Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire.

B : Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics;
- Une Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) cohérente avec les travaux à exécuter ;
- Le CV d'un Conducteur des Travaux de formation universitaire bac +3 au moins en Génie Civil, ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de Conducteur des travaux dans le domaine de la construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes bitumées (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- Une capacité financière, capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins deux cent millions (200 000 000) de Francs CFA.
- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire
- Référence dans les travaux de construction, de réhabilitation et/ou d'entretien des routes revêtues de montant T.T.C supérieurs ou égal à 400 millions au cours de dix (10) dernières années ;
- Non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - ❖ Une (01) tractopelle ;
 - ❖ Un (01) bulldozer ;
 - ❖ Une (01) épandeur à liant ;
 - ❖ Un (01) Compacteur ;
 - ❖ Un (01) Camion benne.
- N'avoir pas satisfait 2/3 critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel.

C : Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages; et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- le sous - détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié

D- Absence de l'original de la caution de soumission ;

E- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.

F- Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

G- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de COLEPS.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Personnel d'encadrement sur un (01) critère ;
- b) Matériel à mobiliser sur un (01) critère ;
- c) Preuves d'acceptation des clauses du marché sur un (01) critère.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

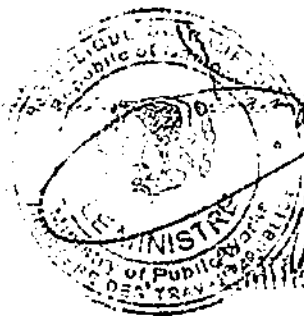
Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

05 MAI 2025

Yaoundé le _____



[Signature]

Manuel NGANOU D.



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No _____ /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 05 MAI 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT MAINTENANCE
WORKS ON THE 4-KM-LONG NGUENACK - TOMCHI - NDOKOVI ROAD, IN THE BAFANG
COUNCIL, HAUT-NKAM DIVISION, WEST REGION. FINANCING: MINTP BUDGET, ROAD
FUND LINE - FINANCIAL YEAR 2025.

1. Purpose of the Call for Tenders:

As part of the national and regional road maintenance campaign for the financial year 2025, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders for the execution of reinforcement maintenance works on the 4-km-long Nguenack - Tomchi - Ndokovi road, in the Bafang Council, Haut-Nkam Division, West Region.

2. Scope of Works

The works shall include:

- Installation, delivery and removal of site equipment; conduct of geotechnical and execution studies;
- Cleaning and earthworks consisting of bush clearing, lateritic gravel backfill and reshaping of the roadbed;
- Construction of a 6-m-wide pavement consisting of a lateritic gravel sub-base (20cm thick), sand impregnation and triple surface dressing on the wearing course;
- Sanitation and drainage consisting of the laying of pipe culverts and construction of concrete rain pipes, concrete ditches and masonry ditches;
- Construction of reinforced concrete box culverts with sump heads, demolition of masonry structures and production of reinforced concrete.

Moreover, this scope of works is much more exhaustive in the Special technical clauses and the Unit Price Schedule.

3. Allotment

The works shall be tendered for in one (1) lot as follows:

No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Time frame (months)	Estimated Budget including taxes	Type of intervention
Single lot	WEST	NGUENACK - TOMCHI - NDOKOVI	4.00	5	588,916,125	Reinforcement maintenance

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works is five hundred and eighty-eight million, nine hundred and sixteen thousand, one hundred and twenty-five (588,916,125) CFA francs including taxes.

5. Execution Time Frame

The overall execution time frame set by the Project Owner shall be five (5) months. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence work delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all contractors governed by Cameroonian law, having a certificate of grading or an acknowledgement receipt of application for grading in the construction sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, Financial year 2025.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "exclusively on line". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. This bond must be accompanied by an acknowledgement receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The amount of the bond shall be 5,000,000 (five million) CFA francs including taxes.

Under penalty of rejection, only the original copy of the provisional guarantee, less than three (3) months old, must be submitted.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank cheques, though certified, shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210. It can also be accessed online via the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of two hundred thousand (200,000) CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 03 JUN 2025 at 11 a.m.

An uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original of the bid bond shall be submitted in a sealed envelope, against a receipt, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210 latest on 03 JUN 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS" 05 MAI 2025
No. 03 / AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF REINFORCEMENT
MAINTENANCE WORKS ON THE 4-KM-LONG NGUENACK - TOMCHI - NDOKOVI ROAD, IN
THE BAFANG COUNCIL, HAUT- NKAM DIVISION, WEST REGION.
FINANCING: MINTP BUDGET - ROAD FUND LINE - FINANCIAL YEAR 2025
BACK-UP COPY AND THE ORIGINAL COPY OF THE BID BOND"

Note: File Size and Format:

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;

- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

The COLEPS platform will be unavailable after the deadline for submitting tenders.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiry of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 03 JUN 2025 at noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) of the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

A: Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original of the provisional guarantee at the opening session;
- Absence, after the 48 hour deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee.

B: Incomplete technical offer due to the absence of one of the following documents:

- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- Methodology note (organisation, planning and understanding of the project) consistent with the work to be carried out;
- CV of a Works Supervisor, holder of a university degree, GCE A/L+3 at least in civil engineering with a minimum of seven (7) years of general experience in the Building and Public Works sector, having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of paved road maintenance (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- A financing capacity (available credit line) of at least two hundred million (200,000,000) issued by a first class financial institution approved by the Minister in charge of Finance.
- The dated and signed integrity charter;
- The dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental;
- The dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- Reference in construction, rehabilitation and/or maintenance works on paved roads worth at least 400 million (including taxes) over the last ten (10) years;
- No proof of following minimum in-house equipment:
 - ❖ One (1) backhoe loader;

- ❖ One (1) bulldozer;
- ❖ One (1) binder spreader;
- ❖ One (1) compactor;
- ❖ One (1) dump truck.

➤ Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion.

C: Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

- Stamped, signed and dated bid (see model attached);
- The Unit Price Schedule compliant with the model indicating the prices exclusive of taxes in figures and in words, filled in a legible way, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and inclusive of all taxes;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model attached).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer.

D- Absence of the original bid bond;

E- False declaration, forged or unauthentic documents, fraud.

F- Non-compliance with the file format for on line tendering;

G- Absence of the back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2 Essential Criteria

The technical bids shall be evaluated as per the following essential criteria:

- a) Supervisory staff on one (1) criterion;
- b) Equipment to be mobilised on one (1) criterion;
- c) Proof of acceptance of the contract clauses on one (1) criterion.

NOTE: Any State employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline for submission of bids.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, or at the Engineering Structures Division, Tel. 222 23 12 56 in the Ministry of Public Works or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 05 MAY 2025